

27ème Sommet de l'UA
Participation active du Gabon p2

**Gabon de la prospérité
partagée**

Implication personnelle de la Première
Dame p3

**Jean Ping
et l'affaire Belinga**

Une histoire à s'étouffer de rage p4

Infrastructures de santé
Plus de 30 milliards d'investissement p6

**Michel Essonghe
à Port-Gentil**

Ali Bongo est « notre meilleur choix » p7

**Institut du Pétrole
et du Gaz**

Un symbole de l'égalité des chances
à Port-Gentil p 8



Ali Bongo Ondimba

« Nous allons y arriver ! »

Le Président de la République, Ali Bongo Ondimba, était en déplacement ce mercredi dans la province de l'Ogooué-Ivindo où il a rencontré des populations du nord du pays, dans le cadre de sa tournée républicaine.

Une semaine après avoir visité les provinces de la Nyanga, de la Ngounié et du Moyen-Ogooué, Ali Bongo Ondimba s'est rendu cette fois, en compagnie de la Première Dame Sylvia Bongo Ondimba, dans la plus vaste province du Gabon, entamant son déplacement

suite page 2

suite page 1



2

par la capitale provinciale Makokou.

Le Président a ensuite rallié le département de la Zadié à Mékambo avant de gagner le village de Batouala.

« La paix nous a permis de commencer le développement de notre pays et d'entamer la route vers l'émergence. Cette route n'est pas simple car parsemée d'embûches. Mais c'est avec beaucoup d'efforts que nous allons y arriver ! », a déclaré le Président de la République.

Ali Bongo Ondimba s'est souvenu des engagements qu'il a pris au début de son mandat et mesuré leur impact, sept ans plus tard, sur le développement de l'Ogooué-Ivindo,

province frontalière avec le Cameroun et le Congo.

Dans la « ville du fer », comme l'ont baptisé les habitants de Mékambo, le Chef de l'Etat s'est engagé à faire renaître le projet d'exploitation du gisement de Belinga pour développer véritablement la province et permettre aux Ogivins une plus grande égalité des chances.

L'axe routier Ovan-Makokou (98 kilomètres), qui est actuellement en cours de construction, permettra d'envisager concrètement l'exploitation de ce qui constitue le plus grand gisement de fer du Gabon avec un milliard de tonnes de réserves.

Premiers signes de développement de l'Ogooué-Ivindo, la multiplication des échanges économiques et commerciaux avec les pays limitrophes, grâce au bitumage de la route Koumameyong-Ovan qui relie les deux localités, sur plus d'une soixantaine de kilomètres.

Autre temps fort du développement, en marche : l'électrification et l'accès à l'eau potable de plusieurs localités, notamment celles de Mékambo et Batouala. Depuis juin 2016, les populations ont retrouvé l'électricité grâce à la mise en service de centrales électriques et ont désormais accès à l'eau potable, grâce à l'installation de pompes.

27ème Sommet de l'UA

Participation active du Gabon

« 2016 : Année de protection des droits de l'homme, avec un accent particulier sur les droits des femmes », c'est le thème retenu pour le 27^e sommet de l'Union africaine qui s'est ouvert le 17 juillet à Kigali, avec de nombreux sujets à l'ordre du jour, dont l'élection du nouveau président de la Commission.

Le sommet s'est ouvert avec la session ordinaire du Comité des représentants permanents (COREP). La protection des femmes et le droit des minorités, la succession à la tête de la commission, la lutte contre le terrorisme, la crise burundaise, et le passeport africain constituent les principaux axes du sommet.

Le Président de la République du Gabon, Ali Bongo Ondimba, et sa délégation participent activement à cette rencontre au sommet. Et le grand favori de la présidentielle gabonaise de 2016 ne manquera pas de partager sa vision concernant la protection des droits des femmes.

Celui qui a décrété la « Décennie de la Femme Gabonaise » peut en effet se prévaloir d'avoir beaucoup avancé dans ce domaine. Le Gabon est déjà dans l'action et les projets sont nombreux, tout comme le bilan est bien fourni.

Pour Ali Bongo Ondimba, l'égalité des chances pour les femmes signifie qu'il faudra rendre les Gabonaises plus autonomes afin qu'elles puissent bénéficier d'une formation, accéder au monde du travail et avoir un impact sur le futur du Gabon.

Le Gabon, dans sa stratégie pour l'émergence travaille pour faire en sorte que les femmes aient le droit de vivre en sécurité, sans avoir à craindre des actes de discriminations ou de violences.

Gabon de la prospérité partagée

Implication personnelle de la Première Dame

Le développement durable et inclusif n'est pas seulement un slogan au Gabon. Et dans sa vision de construire un Gabon de la prospérité partagée, le Président Ali Bongo Ondimba est épaulé avec détermination par la Première Dame. « Personne ne doit rester au bord de la route ». Cette phrase a été prononcée plusieurs fois par le chef de l'Etat et sous son impulsion, diverses initiatives ont été entreprises afin de traduire en actions cette conception.

Ainsi, l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées moteurs représente, par exemple, un défi important. Raison pour laquelle des structures comme la Fondation Sylvia Bongo Ondimba pour la Famille se mobilisent depuis plusieurs années pour leur insertion sociale.

La forte implication de la Première Dame a abouti à des résultats très encourageants. Au



total, plus de 900 matériels de mobilité ont été distribués sur toute l'étendue du territoire.

Outre ces dotations, un atelier de réparation et de maintenance des équipements a été mis en place à Libreville dans les locaux de la Croix-Rouge Gabonaise et des missions de réparations et de maintenance sillonnent durant l'année, l'intérieur du pays.

Stade du discours dépassé

A travers les actions menées, il est clair que le Gabon de la prospérité partagée, décli-

née dans le programme pour l'Égalité de chance, a dépassé largement le stade du discours. Cette inspiration, cette conviction profonde du Président et entièrement partagée par son épouse, impacte réellement sur la vie des Gabonais, notamment les plus vulnérables.

Appui aux handicapés, insertion des jeunes déscolarisés, autonomisation des femmes fragilisées, lutte active contre la propagation du VIH - Sida ou encore la mise en place de centres de soins de proximité, la Première Dame est sur plusieurs fronts.

Jean Ping et l'affaire Belinga

Une histoire à s'étouffer de rage



Le Président Ali Bongo Ondimba, lors de son passage dans l'Ogooué-Ivindo, a déclaré qu'il allait tout faire pour remettre sur les bons rails le projet d'exploitation du gisement de fer de Belinga. Un projet qui a capoté à cause d'un certain Jean Ping. Retour sur une affaire qui continue d'indigner ceux qui veulent d'un Gabon de la bonne gouvernance.

Belinga aurait pu être depuis plusieurs années l'un des moteurs de l'économie gabonaise. Ce gisement de fer, l'un des plus importants au monde, a tout en effet pour donner un coup de pouce salutaire à la concrétisation de l'ambitieux plan de développement du Gabon conçu et mis en œuvre par l'actuel chef de l'Etat.

Mais c'était sans compter sur la cupidité criminelle de certains compatriotes, au premier rang desquels caracole l'ancien ministre des Mines, Jean Ping. Celui qui se présente aujourd'hui cyniquement comme le candidat d'un « Gabon à l'abri de la peur et du besoin », a en effet joué un rôle de premier plan dans ce qu'on appelle l'affaire Belinga.

Ping promet le « contrat du siècle »

Tout commence en 2007, quand les autorités d'alors décident de mettre sur orbite Belinga, dans l'Ogooué-Ivindo, afin de tirer avantage

suite page 4

de la hausse continue des cours mondiaux du fer. C'est à Ping que la mission de trouver le « meilleur partenaire » est confiée. Le futur patron de Ping&Ping va alors soutenir bec et ongle la candidature de la China Machinery Engineering Corporation (Cmec) en persuadant son patron que c'est le « contrat du siècle ».



Marc Ona Essangui

Mais les activistes écologiques, dont le devenu tristement célèbre Marc Ona Essangui, vont donner du fil à retordre à Ping et ses amis. Les projets de construction d'importants ouvrages comme le port d'expédition, le réseau ferré ou encore les infrastructures énergétiques, ne vont pas ainsi connaître une suite. Pour certains, la raison de cet abandon est tout autre car prévu bien à l'avance.

Pour le fils de migrant chinois venu de Wenzhou qui s'arrêta par hasard au Gabon, la société qu'il a choisie était bien apte à respecter ses engagements... Mais l'enquête qui s'en suivra va contredire cette affirmation et démontrer que Jean Ping était empêtré jusqu'au cou dans cette affaire plus que trouble.

L'Etat débourse 35 milliards, Ping nie toute responsabilité

En 2012, le gouvernement met fin à la convention avec Cmec. Mais l'addition est très salée : pour que le Gabon puisse à nouveau jouir

de ce patrimoine vendu par Ping, il faut déboursé quelque 35 milliards de FCFA. Les Chinois affirment être les propriétaires légaux du gisement et exigent en plus que leur soient remboursés les frais relatifs aux travaux et études réalisés.

L'Etat accepte amèrement de mettre la main à la poche quand Ping crie sur tous les toits qu'il n'a rien à voir dans ce fiasco qu'il a pourtant conçu de A à Z.

A l'heure où l'on se gausse beaucoup de l'augmentation de la dette du Gabon et de la réduction des ressources pour financer les différents projets de développement, il est un devoir pour tout citoyen qui se respecte de poser cette question : combien d'hôpitaux, de routes ou de salles d'école aurions nous pu construire avec cette somme astronomique que le candidat de « Démocratie Nouvelle » a transformée en fumée ?

Sans oublier, et ce qui fait surtout sauter d'indignation les Gabonais, que « Mao » s'est aussi permis d'empocher des milliards de rétro commissions dans cette malheureuse histoire.

Nous avons encore beaucoup à écrire sur Jean Ping et Belinga et nous vous promettons de le faire. Comme nous avons aussi de la matière pour éclairer l'opinion sur les autres scandales dans lesquels l'ex-diplomate est impliqué. Nous vous disons donc à la prochaine.



Franck Ping

Infrastructures de santé

Plus de 30 milliards d'investissement



rien que dans les infrastructures. Aujourd'hui encore, des projets sont en cours. D'une manière globale, en plus des infrastructures, le domaine de la santé a englouti près de 100 milliards de Francs en cette année 2016.

La réhabilitation des centres hospitaliers régionaux de Mouila et d'Oyem figure dans l'agenda gouvernemental. De même, des centres hospitaliers universitaires à Angondjé, Owendo et Libreville ont été priorisés ainsi que celui de la Fondation Jeanne Ebori, focalisé sur la santé de la Mère et de l'enfant et dont les travaux presque finalisés.

Rapport sur la Décennie de la femme

Un diagnostic et des recommandations



6 La santé de la population gabonaise était inscrite depuis des années parmi les principales préoccupations des autorités du pays. Une centaine de milliards de Francs CFA ont été consacrés chaque année à ce secteur.

Sous la houlette du président Ali Bongo Ondimba, diverses initiatives ont été prises pour permettre une remise à niveau des infrastructures dans le domaine de la santé au Gabon.

Plus de 30 milliards de Francs CFA avaient été investis en quelques années

Toutes ces initiatives cadrent avec le Plan stratégique Gabon Emergent. Sans les centres hospitaliers modernes, en effet, l'amélioration du système de santé gabonais n'est qu'un vain mot.

Ces investissements dans les infrastructures liées à la santé s'avéraient ainsi nécessaires. Ils ont été accompagnés par des mesures spécifiques pour faciliter l'accès de la population à l'assurance santé à travers la CNAMGS. Ce qui a permis d'améliorer les possibilités de soins pour l'ensemble de la population. D'autres projets ambitieux sont attendus dans un proche avenir.

Le Président de la République, Ali Bongo Ondimba, a reçu ce mardi du ministre de la Prévoyance sociale le rapport sur la Décennie de la femme que le Chef de l'Etat a décrétée, en mars 2015, pour la période qui court de 2015 à 2025.

Ce rapport a été remis au Président de la République par le Premier Vice-premier Ministre et ministre de la Prévoyance sociale, Paul Biyoghe Mba, en présence de la Première Dame, Sylvia Bongo Ondimba, engagée depuis plusieurs années avec sa fondation aux côtés de la veuve et de l'orphelin.

Assistaient également à la cérémonie plus d'un millier de femmes originaires de toutes les provinces, issues de toutes les conditions sociales et provenant du secteur public, privé ou encore associatif.

« Ensemble, changeons la situation de la femme gabonaise ! Si nous y parvenons, alors nous allons changer, pour le mieux,



suite page 6

notre pays le Gabon », a déclaré le Chef de l'Etat après avoir reçu le rapport.

Résultante d'une revue documentaire et d'une enquête sociologique participative menée dans les neuf provinces du pays, le rapport de la Décennie de la femme établit un véritable diagnostic de la condition féminine au Gabon. Il rappelle les préoccupations et les attentes des femmes et jeunes filles du pays et souligne les différentes formes de discriminations sociales, économiques, morales et juridiques dont la population féminine est encore victime aujourd'hui.

Plan d'actions décennal

La consultation nationale, menée sur le terrain entre décembre 2015 et février 2016, a été organisée par la commission nationale consultative mise en place en novembre 2015 par Paul Biyoghe Mba, et appuyée dans ses

travaux par le Fonds des Nations unies pour la population.

Hormis ce diagnostic, le rapport liste différentes recommandations destinées à améliorer la situation de la femme au Gabon ainsi qu'un plan d'actions décennal en vue de favoriser son autonomisation et rendre ainsi concrète cette « décennie de la femme » par une plus grande égalité des chances.

En effet, si 52% de la population gabonaise est de sexe féminin, les femmes restent faiblement représentées dans la sphère politique ainsi que dans le monde des entreprises.

Depuis 2009, de nombreux actes ont été posés pour améliorer la condition de la femme gabonaise, à savoir la modification de nombreux textes de lois du Code civil dont ceux liés à la succession, la création de l'allocation veuvage, l'accès à la CNAMGS ainsi qu'aux aides à la mise en place d'activités génératrices de revenus proposées par le Fonds National d'Action Sociale.



Michel Essonghe à Port-Gentil

Ali Bongo est
« notre meilleur choix »

Figure politique incontournable au Gabon et très respectée à Port-Gentil, Michel Essonghe est l'un de ceux qui jouent le rôle de chef d'orchestre pour assurer une brillante victoire au candidat Ali Bongo Ondimba à la présidentielle.

Dernièrement, dans la capitale économique, le grand homme a rencontré les responsables des différentes structures du parti PDG. Secrétaire provincial et communal, dirigeants et membres des bureaux des fédérations, des sections et des comités, ils étaient tous là.

Le conseiller du président a profité de l'occasion pour

mobiliser les militants en vue des scrutins à venir et particulièrement la présidentielle 2016. A ce sujet, Michel Essonghe n'a pas manqué de rappeler que le chef de l'Etat a fait un grand honneur à la province en annonçant sa candidature sur le pont d'Ozouri.

Mais le membre du Comité permanent du bureau politique du parti au pouvoir a tenu à sensibiliser ses camarades sur les multiples actions menées par le candidat de l'égalité des chances au profit de Port-Gentil.

Pour Michel Essonghe, Ali Bongo Ondimba constitue le meilleur choix. C'est sur ce constat qu'il invite tout le monde à s'unir derrière le président candidat qui sera prochainement en tournée républicaine dans l'Ogooué-Maritime.

« Nous allons commencer notre grande mobilisation au cours de cette tournée républicaine et la maintenir jusqu'au 27 août », a-t-il lancé.

La rencontre de Port-Gentil a aussi permis à Michel Essonghe de s'enquérir des souhaits des militants et de sensibiliser ces derniers sur l'importance de la cohésion et du vivre ensemble dans notre pays.



INSTITUT DU PÉTROLE ET DU GAZ

Institut du Pétrole et du Gaz

Un symbole de l'égalité des chances à Port-Gentil

Tous les jeunes Gabonais ont la possibilité de se former désormais dans le domaine du secteur pétrolier et du gaz. La mise en place de l'Institut du Pétrole et du Gaz (IPG) à Port-Gentil s'inscrit dans cette lignée.

C'est un véritable symbole pour le principe de l'égalité des chances prôné par le président Ali Bongo Ondimba. La porte est ouverte à tous les jeunes, quelque soit leur origine ou leur parenté. Toutefois, la possibilité de suivre des formations à l'IPG est conditionnée par une sélection rigoureuse de dossier basée sur le mérite.

Si auparavant, l'accès à la formation et à l'emploi au niveau du secteur pétrolier, à différents niveaux, a été plutôt verrouillé par une certaine élite, la situation change radicalement depuis l'initiative de la création de l'Institut du pétrole et du gaz à Port-Gentil, la capitale économique du Gabon.

C'est à la suite du Conseil des ministres décentralisé de mars 2010, peu de temps après l'arrivée du nouveau président au pouvoir, que la décision de création de l'IPG a été prise.

Actuellement, de plus en plus de jeunes bacheliers s'intéressent à ce créneau. La crise

internationale du pétrole n'a pas tempéré leur ardeur.

Un partenariat avec l'Institut français du pétrole a été établi pour assurer la qualité de la formation à l'IPG.

L'appui des acteurs majeurs du secteur pétrolier à l'IPG, pour ne citer que Shell, Total, Ad-dax Petroleum, Perenco et Eni, constitue une capitale confiance à la formation dispensée.

Tous les différents niveaux d'emploi dans le secteur sont concernés, à savoir l'exploration, l'exploitation et la commercialisation de produits.

